

Cultures et recherche dans une ville ravagée par la guerre



Mabinty Fofanah, un membre de la *New England Vegetable Growers Association*, plante les drageons d'un nouveau carré de pommes de terre.

2005-09-12

par Chris Tenove

La décharge municipale de Kingtom Bomeh à Freetown, la capitale de la Sierra Leone, ressemble à un tableau post-apocalyptique. Des chiens perdus se cachent du soleil sous des carcasses de voitures rouillées. Des hommes et des enfants portant des tongs fouillent des monticules de déchets à la recherche de ferraille ou d'appareils jetés au rebut mais qu'on peut réparer et revendre. Des panaches de fumée épais s'élèvent d'un tas d'ordures qui brûlent. C'est ici, dans ce décor aride, que Yebu Sesay cultive son potager.

Elle traîne ses doigts nus sur le sol rouge pour en extraire les rebuts. Elle lance tout ce qu'elle trouve — du métal rouillé aux tessons de bois, en passant par les bouts de plastique — sur le petit mur de déchets qui entoure sa parcelle de terre. Yebu Sesay en a de la chance ! Elle a trouvé un creux dans le terrain où la nappe souterraine suinte du sol. Un riche carré de feuilles de pommes de terre est presque prêt pour la récolte et elle est sur le point de défricher le terrain pour en cultiver davantage.

C'est la mi-mars et nous sommes en pleine saison sèche à la Sierra Leone, mais le jardin de Yebu Sesay ressemble à une oasis verte luxuriante au milieu des grandes étendues d'ordures et de poussière rouge. Toutefois, au début de la saison des pluies, en avril ou en mai, les hommes et les femmes des quatre coins de Freetown convergeront vers cette décharge pour la transformer en une mosaïque de verdure. On réussira à tirer de ce sol des épinards, des feuilles de pommes de terre, du krain krain [un légume aux feuilles vertes], des feuilles de manioc, de l'okra, des haricots, des concombres et même des pastèques. Durant ces mois, de nombreux habitants de Freetown (population estimée à 1,5 million d'habitants) mangeront des légumes cultivés dans des décharges comme celle-ci.

« Tout le monde sait que les gens font de la culture maraîchère ici, mais on y prête que très peu d'attention », souligne Margaret Kroma, une spécialiste en sociologie rurale de l'[Université Cornell](#).

« C'est vrai de l'agriculture urbaine en général », ajoute-t-elle. Avec l'aide du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), M^{me} Kroma et ses collègues du [Collège universitaire de Njala](#) à Freetown étudient les facteurs économiques, sociaux et agronomiques de l'agriculture pratiquée dans la communauté urbaine de Freetown.

Vivres de guerre

On reconnaît de plus en plus l'ampleur et la valeur de l'agriculture urbaine. Selon les estimations du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), pas moins de 800 millions de citoyens dans le monde participent à l'élevage du bétail ou à la culture de légumes, de fruits et d'herbes — et ils produisent environ 15 % des aliments qu'on consomme dans les villes. Une récente étude de recherche a permis de déterminer que l'agriculture urbaine contribue à l'amélioration de la sécurité alimentaire des familles à faible revenu, au maintien des espaces verts et au recyclage des déchets solides et des eaux usées dans les villes.

M^{me} Kroma et ses collègues entreprennent la première étudesystématique de l'agriculture urbaine et périurbaine à la Sierra Leone, mais les habitants de Freetown sont déjà bien conscients de l'importance de l'agriculture pratiquée localement. Vers la fin des années 1990, la ville était en proie à la guerre. Les rebelles avaient pillé ou brûlé la plupart des récoltes et chassé les fermiers de leurs terres. Les produits récoltés franchissaient rarement les barrages des rebelles, qui paralysaient le transport en direction de Freetown. Peu de nourriture pouvait arriver par voie aérienne ou maritime.

« Les gens seraient mort de faim à Freetown si la ville n'était pas devenue un grenier qui subvenait à leurs besoins », soutient M^{me} Kroma.

La guerre civile a pris fin en 2001, après dixansde combat entre les factions rebelles, l'armée, les milices progouvernementales et les troupes de maintien de la paix. Les séquelles de ce conflit sont évidentes. Les routes sont en ruine, les champs sont de nouveau envahis par la jungle et de nombreux habitants de Freetown — dont le nombre a grimpé pendant la guerre au fur et à mesure que les Sierra-Léonais fuyaient leurs villages — n'ont toujours pas d'accès fiable à des aliments sains.

« Nous ne disposons d'aucune statistique sur la famine qui sévit dans le pays mais, si on relie la sécurité alimentaire à la pauvreté, j'estime que plus de 70 % des habitants vivent dans une situation précaire sur le plan de l'alimentation », indique Thomas Winnebah, un chercheur du projet sur l'agriculture urbaine et périurbaine et chargé de cours au Collège universitaire de Njala.

Le président Ahmad Tejan Kabbah a promis que son gouvernement abordera la question de la sécurité alimentaire. La promesse qu'il a faite au moment de son investiture, selon laquelle aucun Sierra-Léonais ne se couchera le ventre creux d'ici 2007, figure sur une plaque qui orne le hall d'entrée du ministère de l'Agriculture. (La Sierra Leone était un exportateur agricole net après son indépendance en 1961, mais sa productivité a diminué depuis ce temps-là, plus précisément lors de l'exode massif, l'ébranlement des institutions et l'épuisement des capitaux causés par la guerre.)

Pour réaliser cet objectif, le gouvernement sierra-léonais a fait appel à l'aide des bailleurs de fonds internationaux mais le pays devra également exploiter les capacités de son premier institut de recherche et de vulgarisation agricoles, le Collège universitaire de Njala.

Les dangers de l'agriculture urbaine

La guerre civile a forcé le Collège universitaire de Njala à déménager de sa région rurale pour s'implanter en ville. [Voir l'encadré relié : [Une université en exil](#)] En raison de son emplacement urbain temporaire, un projet sur l'agriculture urbaine convenait parfaitement. En fait, le campus temporaire, situé dans le quartier de New England à Freetown, surplombe sur un site consacré depuis longtemps à l'agriculture urbaine. Quand ils étaient enfants, M^{me} Kroma et M. Winnebah étaient impressionnés par les jardins qui longeaient le cours d'eau du quartier. Même en ce temps-là, ils étaient étonnés par la profusion des légumes que les femmes de la région pouvaient tirer d'une terre apparemment inhospitalière.

Aujourd'hui encore, des femmes cultivent ces parcelles de terre. M. Winnebah présente Mabinty Fofanah, une veuve de guerre qui y fait de l'agriculture depuis neuf ans. Elle est occupée à planter les drageons d'un nouveau carré de pommes de terre tandis que son assistant, un orphelin de guerre de dix ans qu'elle a adopté, va chercher de l'eau.

M^{me} Fofanah est l'un des 356 fermiers participant au projet de recherche sur l'agriculture urbaine et périurbaine de M. Winnebah. Le projet porte sur trois sites : le cours d'eau de New England, la décharge municipale de Kingtom Bomeh et le village de Regent qui se trouve dans une vallée luxuriante située en périphérie de la communauté urbaine de Freetown. Plus du tiers des fermiers participants seront interrogés sur leurs activités agricoles. On recueillera ainsi des données sur des questions allant de l'accès aux engrais aux coûts de mise en marché, en passant par le rôle que l'agriculture tient dans les relations sociales et familiales.

Quand on l'interroge sur les difficultés qu'elle rencontre, M^{me} Fofanah montre une cicatrice sur son pied. Un jour, en déblayant sa parcelle, elle a marché sur une aiguille hypodermique usée. Les déchets urbains — qu'il faut enlever en même temps que les roches et les mauvaises herbes — présentent un grave danger. Le danger est encore plus grand à la décharge de Kingtom Bomeh, où les fermiers qui déblaient le terrain peuvent tomber sur des poches de gaz nocif, des foyers de déchets encore brûlants et des déchets toxiques provenant des hôpitaux et des zones industrielles.

Les fermiers urbains doivent affronter des parasites courants, comme les sauterelles et les chenilles, ainsi qu'à des bandes de voleurs et des chiens errants. En outre, ils possèdent rarement les terres qu'ils cultivent. Par exemple, le Conseil municipal de Freetown n'a pas élaboré de politique officielle sur les activités agricoles de la décharge de Kingtom Bomeh. Les fermiers doivent conclure une entente avec les gestionnaires de la décharge pour obtenir une parcelle de terre, puis négocier avec les chauffeurs de camions pour qu'ils ne déversent pas leur chargement de plastique ou de métal sur leur parcelle (toute une corvée à déblayer par la suite) ou, pour le bon prix, les convaincre d'y déverser du fumier (un bon engrais).

Tirer des leçons de cette ingéniosité

Pour réussir, les fermiers urbains de Freetown doivent conjuguer la résistance à l'ingéniosité. Par exemple, Mabinty Fofanah et environ 40 autres femmes se sont regroupées pour établir la *New England Vegetable Growers Association* (association des producteurs de légumes de New England). Elles mettent la main-d'œuvre en commun, apportent leur aide quand l'une d'entre elles est malade et unissent leur maigre capital pour acheter des fournitures comme les semences, les pesticides et les engrais.

M^{me} Kroma et M. Winnebah étudient attentivement cette organisation, qui pourrait servir de modèle pour améliorer la durabilité et la productivité en agriculture urbaine. Il y a de nombreuses

questions à prendre en considération. Peut-on consommer les aliments qui poussent en milieu urbain, et particulièrement dans les décharges, sans danger ? Y a-t-il une façon de favoriser la possession des terres ? Certains produits agricoles sont-ils plus lucratifs que d'autres ? Est-il possible d'améliorer la distribution de produits comme les engrais, les pesticides et les semences ?

Toutes ces questions ont une incidence sur les politiques. Toutefois, conformément à l'approche participative qu'utilise l'équipe de recherche tout au long du projet, on ne fera aucune recommandation en matière de politique avant que les fermiers aient l'occasion de confirmer les constatations. « Nous partons du principe que nous, les universitaires et les technocrates, n'avons peut-être pas les bonnes réponses et devons refléter les véritables besoins des parties concernées », précise Winnebah.

En outre, il reste encore beaucoup de choses à apprendre. « Il faut admirer la détermination de ces fermiers qui s'attaquent à un terrible fouillis, le nettoient et extirpent du sol des aliments qui finiront dans l'estomac de quelqu'un », dit-il.

Chris Tenove est un rédacteur indépendant installé aux Pays-Bas.

Renseignements

Margaret Kroma, professeur adjoint, Education Department, Cornell University, 410 Kennedy Hall, Ithaca, New York, United States 14853; téléphone : (607) 255-9273; télécopieur : (607) 255-7905; courriel : mmk26@cornell.edu

Thomas Winnebah, chargé de cours, Njala University College, Private Mail Bag, Freetown, Sierra Leone; téléphone : 00232-22-228788; courriel : twinnebah@yahoo.com

Une université en exil

Comme de nombreuses institutions de la Sierra Leone, le Collège universitaire de Njala a été dévasté et déraciné par la guerre civile. Depuis l'indépendance, le collège était implanté dans le village de Njala, à environ 200 kilomètres à l'est de Freetown. En janvier 1995, le campus a été envahi par les rebelles. Les étudiants n'étaient pas encore revenus du congé de Noël, mais plusieurs membres du personnel ont péri dans cet attentat. Lors de nouveaux raids, les fournitures ont été pillées, les bâtiments brûlés et les cultures expérimentales détruites.

À l'instar de très nombreux Sierra-Léonais, les étudiants et le personnel ont pris la route de Freetown, où ils ont établi un campus temporaire. Aujourd'hui, l'université occupe quelques bâtiments qui étaient initialement destinés à un centre de radiotélévision de l'État.

« La guerre a été dévastatrice pour l'université », affirme Margaret Kroma, qui y a obtenu son baccalauréat et sa maîtrise avant d'émigrer aux États-Unis. « Après le conflit, il a été difficile d'obtenir des fonds pour la recherche. » Le renforcement des capacités est un volet important de ce projet du CRDI car, après dix ans de guerre, il ne restait pas beaucoup de jeunes cerveaux bien formés dans ces disciplines. »

L'un de ces jeunes cerveaux, c'est Thomas Winnebah, qui prépare une thèse de doctorat sur l'agriculture urbaine. Le projet a en outre déjà fourni des sujets

de recherche à deux étudiants qui préparent leur maîtrise, ainsi que des fonds pour le transport et l'équipement de technologie de l'information et de la communication dont on a fort besoin.

« Le projet de recherche que finance le CRDI est l'un de nos plus grands projets depuis la fin de la guerre », souligne Aliyagee M. Alghali, le recteur du Collège universitaire de Njala.

Le déplacement à Freetown, ainsi qu'une forte croissance démographique chez les jeunes, a fait doubler l'effectif du Collège universitaire de Njala qui a atteint 3 000 étudiants et plus de 100 professeurs. Ces chiffres vont probablement doubler de nouveau au cours des trois prochaines années.

Le recteur envisage de réimplanter le campus à son emplacement d'origine, au village de Njala, d'ici à la fin de 2005.